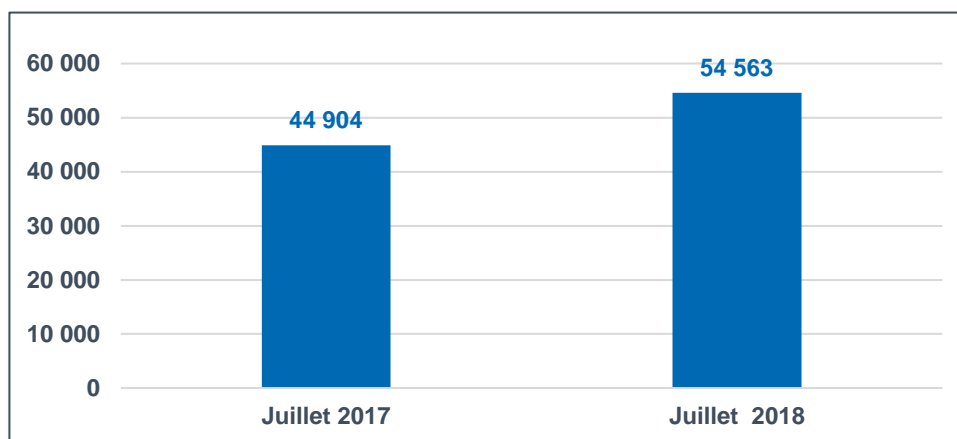


Création d'entreprises

Chiffres de juillet 2018

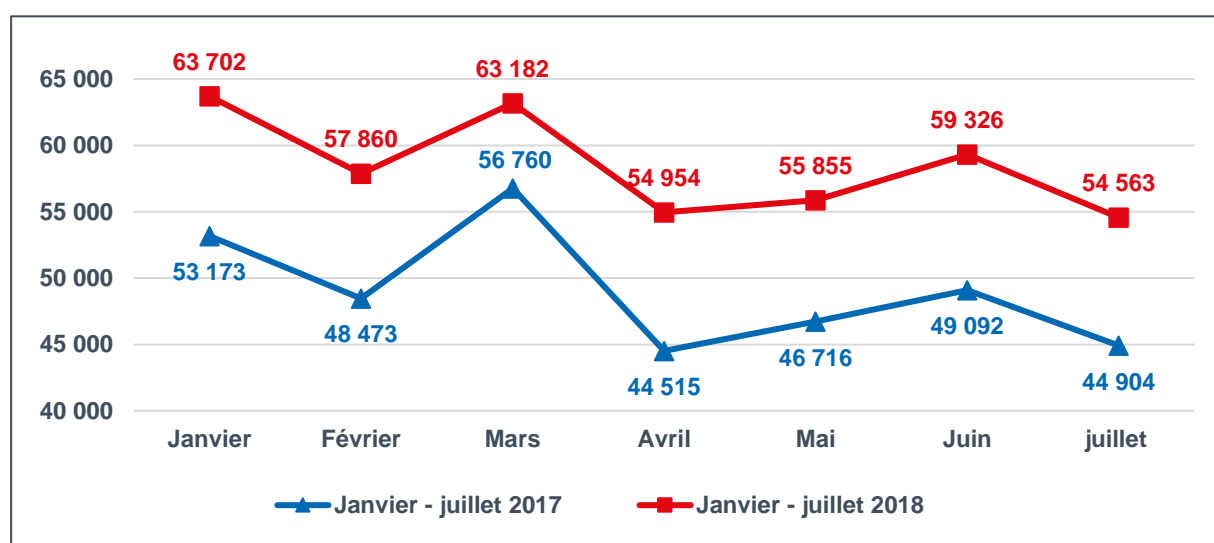
- Durant le mois de juillet 2018, **54 563** nouvelles entreprises ont vu le jour en France, soit une augmentation de **22 %** au regard de juillet 2017.



Nombre de créations d'entreprises en juillet 2017 et juillet 2018

- La croissance du nombre de nouvelles entreprises enregistrée durant le mois de juillet 2018 au regard de juillet 2017 affiche une évolution proche à celle du mois de juin 2018 au regard de juin 2017 et prolonge ainsi la tendance des premiers mois de 2018 très favorable pour la création d'entreprises.

Depuis le second semestre 2017, la création d'entreprises connaît une augmentation (+ 12 % au regard du second semestre 2016). Les sept premiers mois de 2018 poursuivent cette tendance en l'accroissant (+ 19 % au regard des sept premiers mois 2018).



Nombre de créations d'entreprises durant les périodes
Janvier – juillet 2017 et janvier – juillet 2018

- **43 %** des créations d'entreprises enregistrées depuis le début de l'année 2018 l'ont été sous le régime des micro-entrepreneurs, soit **175 306** unités. Leur nombre s'est accru de **30 %** au regard des sept mois équivalents de 2017. Face à cette conséquente hausse des micro-entrepreneurs, est constaté une augmentation du nombre de nouvelles entreprises ne bénéficiant pas de ce régime (+ 12% au regard de la même période de 2017). Ces entreprises représentent 57% de l'ensemble des nouvelles entreprises recensées depuis de l'année 2018.
- L'augmentation du nombre de créations d'entreprises observée sur la période allant de janvier à juillet 2018 (au regard de la période allant de janvier à juillet 2017) résulte uniquement de la hausse des créations d'**entreprises individuelles** (+ 29 %) qu'elles soient sous le régime des micro-entrepreneurs (30 %) ou au régime général (+ 27 %). En effet, les formes sociétales unipersonnelles (SASU et EURL), aussi bien que pluripersonnelles (SARL, SAS...) enregistrent une stabilisation du nombre de nouvelles unités sur cette même période (respectivement +1,2 % et -0,6 %).
- De janvier à juillet 2018, les activités de type services connaissent une croissance du nombre de nouvelles entreprises (+ 23 % au regard de la période janvier - juillet 2017) plus importante que celle des activités de type commerce (+ 14 %) et des activités secondaires (+ 12 %). Plus généralement, tous **les secteurs d'activités** sont concernés par la hausse du nombre de nouvelles unités entre ces deux intervalles. Nous présenterons les deux catégories extrêmes de croissance :

Les secteurs ayant enregistré une croissance supérieure à 25 % :

- ▶ Le courtage (+ 26 %),
- ▶ Les services en direction des personnes (+ 28 %),
- ▶ Les transports (+ 66 %).

Les secteurs ayant enregistré une augmentation inférieure à 7 % :

- ▶ La santé (+ 5 %),
- ▶ Les activités financières (+ 6 %),
- ▶ Le commerce de bouche (+ 4 %).

- Toutes **les régions** de France métropolitaine et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, ont connu une croissance du nombre de créations entre les périodes allant de janvier à juillet 2017 et de janvier à juillet 2018. D'ailleurs la plupart d'entre-elles, uniquement des régions métropolitaines connaissent une croissance comprise entre + 16 % et + 18 %. Néanmoins certaines régions s'éloignent plus ou moins de cet intervalle :

Les régions caractérisées par une croissance supérieure à 20 % :

- ▶ Ile-de-France (+ 21 %),
- ▶ Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 23 %),
- ▶ Guyane (+ 45 %).



Les régions caractérisées par une croissance inférieure à 15 % :

- ▶ Guadeloupe (+ 13 %),
- ▶ Corse (+13 %),
- ▶ La Réunion (+ 8 %),
- ▶ Martinique (+ 8 %).

- Près d'un quart des créations d'entreprise, de France métropolitaine, recensées sur la période de janvier à juillet 2018 sont localisées en **zone rurale**, soit 94 572 nouvelles unités. Leur nombre a augmenté de 13 % au regard de la même période de 2017. C'est inférieur à la hausse des créations enregistrées dans les zones urbaines densément peuplées (+ 22 %) ; les zones urbaines intermédiaires enregistrent une évolution proche de celle des zones rurales (+17 %).

Avec respectivement 29 832 et 2 433 nouvelles entreprises recensées de janvier à juillet 2018, les communes classées en **zone de revitalisation rurale** (ZRR) et les communes de montagne bénéficiant des effets de ce dispositif s'inscrivent également dans la croissance (respectivement + 14 % et + 10 % au regard des six mois équivalents de 2017), mais dans des proportions moindres que les communes non classées en ZRR (+ 20 %).

TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à juillet 2017 et de janvier à juillet 2018, selon le secteur d'activités

Secteur d'activité	Janvier – juillet 2017	Janvier – juillet 2018	Evolution
Activités secondaires	51 112	57 512	+ 12,5%
Industrie	13 651	15 848	+ 16,1%
Construction	37 461	41 664	+ 11,2%
Activités de type commerce	103 232	117 955	+ 14,3%
Commerce de détail	34 910	38 307	+ 9,7%
Commerce de gros	6 124	6 665	+ 8,8%
Commerce de bouche	1 270	1 316	+ 3,6%
Immobilier	12 770	15 350	+ 20,2%
Hébergement et restauration	19 892	21 671	+ 8,9%
Services en direction des personnes	18 250	23 434	+ 28,4%
Commerce et réparation automobile	10 016	11 212	+ 11,9%
Activités de type services	189 289	233 542	+ 23,4%
Courtage	7 529	9 513	+ 26,4%
Transports	23 657	39 278	+ 66,0%
Activités scientifiques et techniques	59 066	71 844	+ 21,6%
Activités de soutien aux entreprises	21 866	26 233	+ 20,0%
Information et communication	17 262	20 365	+ 18,0%
Enseignement	14 624	17 238	+ 17,9%
Arts, spectacles et activités récréatives	11 460	13 582	+ 18,5%
Santé	24 258	25 478	+ 5,0%
Activités financières	9 567	10 011	+ 4,6%
Ensemble des secteurs	343 633	409 009	+19,0%



Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à juillet 2017 et de janvier à juillet 2018, selon la nature juridique des entreprises

Nature juridique	Janvier – juillet 2017	Janvier – juillet 2018	Evolution
Entreprise individuelle	223 083	287 396	+ 28,8%
dont micro-entrepreneurs	134 696	175 306	+ 30,1%
Sociétés	120 550	121 614	+ 0,9%
dont sociétés unipersonnelles (SASU, EURL)	62 272	63 000	+ 012%
Ensemble des secteurs	343 633	409 010	+ 19,0 %

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à juillet 2017 et de janvier à juillet 2018, selon la région d'implantation de l'entreprise

Secteur d'activité	Janvier – juillet 2017	Janvier – juillet 2018	Evolution
Auvergne-Rhône-Alpes	40 834	48 022	+ 17,6%
Bourgogne-Franche-Comté	9 565	11 130	+ 16,4%
Bretagne	11 649	13 623	+ 16,9%
Centre-Val de Loire	8 603	10 169	+ 18,2%
Corse	2 502	2 828	+ 13,0%
Grand-Est	18 801	22 091	+ 17,5%
Guadeloupe	2 561	2 896	+ 13,1%
Guyane	710	1 029	+ 44,9%
Hauts-de-France	20 094	23 448	+ 16,7%
Ile-de-France	101 666	123 399	+ 21,4%
Martinique	1 815	1 963	+ 8,2%
Mayotte	558	435	- 22,0%
Normandie	10 932	13 066	+ 19,5%
Nouvelle Aquitaine	29 382	34 671	+ 18,0%
Occitanie	32 398	38 195	+ 17,9%
Pays de la Loire	13 642	15 941	+ 16,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34 204	42 088	+ 23,0%
La Réunion	3 717	4 016	+ 8,0%
Ensemble des secteurs	343 633	409 010	+ 19,0%

METHODOLOGIE

La création d'une entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire qu'elle doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette définition des créations exclut donc les réactivations dont la dernière cessation est survenue moins d'un an avant la nouvelle création et les reprises d'entreprises pour lesquelles il y a continuité de l'entreprise (évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée).

Les statistiques utilisées dans ce document concernent l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole, autrement dit, les activités de l'industrie, du commerce et des services.

Sont définis comme micro-entrepreneurs dans ce document, tous les entrepreneurs individuels sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social.

Pour réaliser cette note, l'AFE se sert d'informations statistiques brutes issues de la base de données Sirene de l'Insee. Ces informations sont provisoires dans la mesure où les données brutes sont susceptibles d'être modifiées par l'Insee. Les révisions apportées par cet institut seront donc répercutées sur les notes de conjoncture mensuelles réalisées par l'AFE.

Par ailleurs, l'AFE a créé un secteur d'activité intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C) et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rév. 2 ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

L'approche des espaces ruraux est basée sur la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre classes sont ainsi définies :

- les communes denses et les communes intermédiaires qui composent les zones urbaines,
- les communes peu denses et les communes très peu denses qui définissent les zones rurales.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont un ensemble de communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, dont la liste est fixée par arrêté. Le classement de ces communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides d'ordre fiscal.

